

BE-A0525_724616_808420_FRE

Inventaire des archives de la Commune de
Mornimont. Dépôt 2024 (1801-1977 (1991))



Het Rijksarchief in België
Archives de l'État en Belgique
Das Staatsarchiv in Belgien
State Archives in Belgium

This finding aid is written in French.

DESCRIPTION DU FONDS D'ARCHIVES:	7
Consultation et utilisation	8
Conditions d'accès	8
Conditions de reproduction	8
Histoire du producteur et des archives	9
Producteur d'archives	9
Nom	9
Historique	9
Compétences et activités	11
Organisation	12
Archives	12
Historique	12
Acquisition	14
Contenu et structure	15
Contenu	15
Conseil communal et Collège des bourgmestre et échevins	15
Finances et fiscalité	15
Patrimoine	16
État civil	16
Population	17
Élections	17
Affaires militaires	18
Travaux publics	18
Enseignement	18
Bienfaisance ou assistance publique	18
Culte	19
Langues et écriture des documents	19
Sélections et éliminations	19
Accroissements / compléments	20
Mode de classement	20
DESCRIPTION DES SÉRIES ET DES ÉLÉMENTS	23
I. Généralités	23
A. Conseil communal	23
1 - 7 Registres aux délibérations. 1912-1943, 1946-1976	23
B. Collège des bourgmestre et échevins	23
8 - 12 Registres aux délibérations. 1911-1932, 1935-1940, 1947-1976	23
C. Correspondance générale	24
14 - 17 Registres de la correspondance. 1896-1912, 1946-1955, 1961-1968	24
II. Organisation et personnel	25
A. La commune en tant qu'entité administrative	25
B. Organisation et membres des organes politiques	25
1. Conseil communal	25
2. Collège des bourgmestre et échevins	25
C. Organisation des services	25
D. Personnel des services	25
1. Statut du personnel, traitements et autres règlements	25
2. Dossiers du personnel administratif et technique	25
3. Dossiers du personnel ouvrier	26

4. Dossiers du personnel enseignant.....	26
29 - 62 Dossiers individuels des enseignants. 1881-1976, 1991.....	26
III. Patrimoine.....	29
A. Généralités.....	29
B. Biens immobiliers.....	29
66 - 78 Dossiers relatifs aux aliénations. 1825, 1835, 1856-1885, 1907, 1914, 1962.....	29
79 - 81 Dossiers relatifs aux locations. 1833-1976.....	30
83 - 84 Dossiers relatifs aux acquisitions. 1872, 1884.....	30
IV. Finances et fiscalité.....	31
A. Comptabilité du secrétariat.....	31
B. Comptabilité du receveur.....	31
1. Registres de comptabilité.....	31
2. Comptes et pièces justificatives.....	31
93 - 95 Pièces justificatives aux comptes. 1887, 1936, 1962.....	31
3. Entrée en fonction du receveur.....	31
C. Impositions et taxes.....	32
1. Impôts communaux.....	32
97 - 98 Dossiers relatifs aux taxes communales. 1867, 1915-1920.....	32
2. Impôts provinciaux.....	32
3. Impôts d'État.....	32
101 - 126 Doubles des rôles. 1838-1856, 1877-1886, 1912-1914.....	32
102 - 103 1845.....	32
106 - 110 1856.....	32
113 - 114 1880.....	33
115 - 116 1881.....	33
117 - 118 1882.....	33
121 - 122 1912.....	34
124 - 126 1914.....	34
D. Dépôt de l'Administration du Cadastre.....	34
V. État civil.....	35
A. Registres de l'état civil et tables.....	35
B. Cimetières et funérailles.....	35
135 - 138 Registres des concessions au cimetière. 1913-1972.....	35
VI. Population.....	36
A. Registres et mouvements de la population.....	36
140 - 151 Registres de la population. 1891-1900, 1911-1991.....	36
141 - 142 1911-1920.....	36
144 - 145 1931-1947.....	36
146 - 147 1948-1960.....	36
148 - 149 1961-1970.....	36
150 - 151 1971-1991.....	36
152 - 156 Index des registres de la population. 1891-1900, 1921-1947, 1961-1970.....	37
*** - *** Registres des entrées et sorties. 1876-1976.....	37
158 - 159 Sorties. 1876-1892, 1931-1962.....	37
160 - 161 Entrées. 1891-1962.....	37
162 - 163 Certificats de changement de résidence reliés. 1911-1930.....	38
B. Recensements et autres états de la population.....	38
C. Étrangers.....	38
172 - 173 Registres des étrangers. 1932-1961.....	38
VII. Élections.....	40
A. Listes électorales et listes dérivées.....	40

176 - 178 Listes des électeurs censitaires et capacitaires. 1870, 1871, 1884..	40
180 - 186 Listes des électeurs pour les élections législatives, provinciales et communales. 1960-1978.....	40
B. Révision des listes électorales.....	41
187 - 194 Dossiers relatifs aux révisions des listes électorales. 1863, 1881-1886, 1908, 1965-1977.....	41
C. Dossiers des élections.....	41
195 - 204 Dossiers des élections communales. 1836, 1848, 1880, 1926, 1952-1974.....	41
205 - 207 Dossiers des élections législatives et provinciales. 1946-1950.....	42
VIII. Affaires militaires et guerres.....	43
A. Milice et volontaires.....	43
209 - 276 Dossiers relatifs aux levées de milice. 1881-1883, 1889, 1908-1911, 1914-1915, 1918-1977.....	43
B. Garde civique.....	47
C. Mobilisation, réquisitions et cantonnements militaires en temps de paix.....	48
D. Guerres et conséquences.....	48
294 - 295 Circulaires émises en temps de guerre. 1914-1919, 1939-1946.....	48
IX. Ordre et sécurité publics.....	52
A. Missions de police administrative concernant la tranquillité et l'ordre publics.	52
B. Missions de police administrative concernant la sécurité publique.....	52
C. Missions de police judiciaire.....	52
X. Santé publique.....	53
A. Services communaux.....	53
B. Exécution des tâches communales.....	53
1. Surveillance sanitaire, sécurité et hygiène de l'agriculture et de la sylviculture, de l'industrie, des métiers et du commerce.....	53
2. Contrôle des établissements dangereux, insalubres et incommodes.....	53
338 - 351 Dossiers relatifs aux demandes d'autorisation de la SA Union chimique belge et de ses prédécesseurs en droit pour l'installation et l'exploitation de machines dans l'usine de Mornimont. 1884-1942.....	53
338 - 345 Chaudières à vapeur. 1884-1936.....	53
346 - 349 Installations de transformation et de distribution électrique. 1920-1933.....	54
350 - 351 Moteurs électriques. 1930-1931, 1942.....	54
XI. Travaux publics, services d'utilité publique, aménagement du territoire et urbanisme.....	55
A. Travaux aux bâtiments, monuments et installations immobilières diverses....	55
1. Bâtiments affectés aux services administratifs et communaux.....	55
2. Bâtiments scolaires.....	55
362 - 363 Plans-relevés des écoles. 1948.....	55
3. Bâtiments affectés aux sports, divertissements, activités pour la jeunesse et tourisme.....	56
4. Bâtiments du culte.....	56
B. Travaux et inspection de la voirie (y compris les ponts, les quais).....	56
371 - 373 Dossiers relatifs aux travaux d'entretien et de réfection. [1832], 1919, 1956-1963.....	56
375 - 379 Dossiers relatifs aux travaux d'amélioration. 1840, 1843, 1912-1920.	57
381 - 386 Dossiers relatifs aux créations et suppressions de voirie. 1915, 1936-1952, 1970-1973.....	57
C. Travaux et inspection des cours d'eau.....	58
1. Cours d'eau non navigables.....	58

2. Cours d'eau navigables.....	58
D. Services d'utilité publique.....	58
1. Distribution d'eau.....	58
2. Distribution d'électricité.....	58
392 - 393 Dossiers relatifs à l'établissement de lignes haute-tension. [1re moitié XXe siècle], 1959, 1967.....	58
3. Éclairage public.....	59
4. Téléphone.....	59
5. Radio et télévision câblées.....	59
E. Aménagement du territoire.....	59
403 - 404 Plans pour des demandes de lotissements sur des terrains communaux au lieudit "Rabot". 1959-1960, 1965.....	59
XII. Enseignement.....	60
A. Cadre général.....	60
B. Organisation.....	60
C. Équipement.....	60
D. Personnel.....	60
E. Finances.....	60
F. Avantages sociaux.....	60
XIII. Culture et divertissements.....	62
XIV. Économie.....	63
A. Agriculture et sylviculture.....	63
B. Industrie et artisanat.....	63
C. Commerce.....	63
XV. Affaires sociales.....	64
XVI. Tutelle sur le Bureau de bienfaisance et la Commission d'assistance publique.....	65
A. Bureau de bienfaisance.....	65
B. Commission d'assistance publique.....	65
XVII. Relations avec la Fabrique d'église Saint-Nicolas.....	66

Description du fonds d'archives:

Nom du bloc d'archives:

Commune de Mornimont. Dépôt 2024

Période:

1801 - 1977

Numéro du bloc d'archives:

BE-A0525.971

Etendue:

- Nombre d'articles: 441.00
- Etendue inventoriée: 2.20 m

Dépôt d'archives:

Archives de l'Etat à Namur

Producteurs d'archives:

Commune de Mornimont, 1805 - 1976

Consultation et utilisation

CONDITIONS D'ACCÈS

Les archives (hormis les registres de la population, des étrangers et de l'état civil) de moins de 30 ans ou de plus de 30 ans mais non librement communicables en raison de restrictions légales liées par exemple à la protection de la vie privée et des données à caractère personnel sont communicables moyennant une autorisation du Collège communal. Les archives de plus de 30 ans et sans restriction légale sont librement communicables. Les archives de plus de 100 ans sont réputées ne plus contenir de données à caractère personnel sur des personnes vivantes et sont donc librement communicables.

Pour les registres de la population et les registres des étrangers clos depuis moins de 120 ans, seuls des extraits, des certificats ou des listes de personnes peuvent éventuellement être délivrées moyennant une autorisation écrite du Collège communal. Les registres clos depuis plus de 120 ans sont communicables à des fins généalogiques ou historiques ou d'autres fins scientifiques.

Pour plus d'information, veuillez consulter le portail www.arch.be.

CONDITIONS DE REPRODUCTION

La reproduction des documents s'opère selon les règlements et tarifs en vigueur aux Archives de l'État. Pour le cas plus particulier des registres de la population et des registres des étrangers, des reproductions peuvent être délivrées pour les seuls registres clôturés depuis plus de 120 ans. Pour les registres de moins de 120 ans, une autorisation du Collège communal est nécessaire.

Histoire du producteur et des archives*PRODUCTEUR D'ARCHIVES*

NOM

Commune de Mornimont

HISTORIQUE

La Constitution du 5 fructidor an III (22 août 1795), en vigueur lors de l'annexion par la France (1er octobre 1795), avait instauré des "municipalités de canton". Entre 1795 et 1800, Mornimont dispose d'un agent municipal et d'un adjoint, chargés de l'administration des affaires purement locales. La réunion des agents municipaux à Fosses-la-Ville, chef-lieu du canton, constitue la municipalité de canton. En application de la loi concernant la division du territoire de la République et l'administration du 28 pluviôse an VIII (17 février 1800), Mornimont devient une commune à part entière. En 1802, elle est intégrée dans le canton de justice de paix de Fosses-la-Ville ¹.

La commune fait partie du département de Sambre-et-Meuse (1795-1814) puis de la province de Namur ; des arrondissements administratif et judiciaire de Namur. Mornimont relève par ailleurs du canton de milice de Namur-B à partir de 1817, puis de Spy à partir de 1870 et enfin de Fosses-la-Ville à partir de 1913 ².

Mornimont est un village de bord de Sambre, situé à environ deux kilomètres au sud-est de Jemeppe-sur-Sambre et à environ cinq kilomètres au nord de Fosses-la-Ville. Le territoire de la commune se présente sous la forme d'une bande étroite allongée du nord au sud. Pour environ quatre kilomètres de long, cette bande compte à peine un kilomètre de large, voire quelques centaines de mètres aux points les plus étroits. Le territoire communal est de plus coupé en deux par la Sambre depuis le détournement de la rivière au XIXe siècle. Le terrain sur lequel s'étend la commune est constitué, au nord, d'une plaine sur laquelle s'est implanté le village de Mornimont et, au sud, de hauteurs sur lesquelles se situe le hameau du Rabot. Autrefois, la Sambre s'écartait du coteau sud pour suivre son cours à travers la plaine, contournant le village par l'ouest et le nord, avant de bifurquer brusquement vers le sud. Ce méandre de plus de quatre kilomètres aux rives basses, en plus d'être un frein sérieux à la navigation, représentait un risque permanent en cas de crues ; la commune a d'ailleurs connu de sévères épisodes d'inondations. C'est en réponse à ces problèmes que la régularisation de la Sambre a été entreprise dès la période hollandaise. Des travaux de normalisation et de canalisation ont encore été menés par la suite, de sorte que la voirie navigable sur Mornimont a été raccourcie de trois kilomètres ³. Dans un premier temps, une partie de l'ancien

1 VRIELINCK S., De territoriale indeling van België (1795-1963), Louvain, 2000, vol. 2, p. 1237 et vol. 3, p. 1535.

2 Idem.

3 FICHEFET J., Regards sur le passé de Mornimont, Jemeppe, 1980, p. 62-69.

bief est restée navigable bien que formant un cul-de-sac ; ce bief est comblé lors du réaménagement de la route de la Basse-Sambre. En revanche, le tracé nord et est de la vieille Sambre, qui n'a jamais été comblé, a subsisté sous la forme d'une sorte d'étang qui délimite toujours le village aujourd'hui. Pendant longtemps, l'activité économique de Mornimont est exclusivement agricole. Avec l'industrialisation de la Basse-Sambre, les habitants se tournent peu à peu vers d'autres secteurs d'activité : le nombre de personnes occupées par l'agriculture passe de 126 en 1846 à 31 en 1950. La diversification des activités se marque aussi par l'exploitation du sous-sol, en particulier celle de l'argile et du charbon. La concession d'une mine de houille, recouvrant la moitié sud du territoire communal, est accordée dès 1822. La mine emploie 35 ouvriers en 1835. Plusieurs sociétés se sont succédé dans ce domaine, mais la production reste modeste et tout charbonnage semble disparaître au début du XXe siècle ⁴. En parallèle, on voit s'installer une industrie plus pérenne sous la forme de fabriques de produits chimiques. La première est établie en 1852. Le nombre d'entreprises de ce type fluctue au cours des décennies, et il ne demeure plus au début du XXe siècle que la Société anonyme de produits chimiques de Moustier-sur-Sambre (devenue ensuite Société générale belge de produits chimiques puis Union chimique belge), qui emploie à elle seule entre 150 et 190 ouvriers et une dizaine d'employés dans les années 1920 et 1930. À cette époque, les ateliers de la briqueterie Landuyt sont le seul autre établissement industriel encore établi dans la commune ⁵. La fabrique de Mornimont ferme définitivement ses portes en 1947 et ses bâtiments sont rasés. Le site, laissé en friche, est inclus dans la nouvelle zone industrielle en 1973, mais n'est pas encore réoccupé en 1977 ⁶.

La population de la commune évolue comme suit : 134 habitants en 1801, 318 en 1846, 787 en 1910, 824 en 1930, 804 en 1947, 838 en 1961 et 934 en 1976 ⁷.

L'essor démographique du XIXe siècle s'explique notamment par l'afflux de main-d'œuvre dans les nouvelles exploitations et manufactures ; on le remarque non seulement par la croissance de la population mais aussi par l'augmentation du nombre de ménages. Une partie des maisons de Mornimont a d'ailleurs été construite directement par la société des produits chimiques pour ses travailleurs. Après une stagnation au milieu du XXe siècle, la croissance revient dans l'après-guerre. Cela s'explique notamment par l'amélioration de la route de la Basse-Sambre, qui facilite les navettes avec les centres d'activités de la région, et par la création d'un lotissement important au Rabot ⁸.

Mornimont compte peu de patrimoine immobilier remarquable. Hormis l'église Saint-Nicolas, élevée au XIXe siècle, on y trouve les fermes anciennes de l'Abbaye et de la Vallée, dont certains éléments datent du XVIIe siècle ⁹.

4 Idem, p. 77-82.

5 HASQUIN H., *Communes de Belgique. Dictionnaire d'histoire et de géographie administrative*, t. 2 : Wallonie, Bruxelles, 1980, p. 1046 ; consulter également les n° 422 et 424 du présent inventaire.

6 Idem ; FICHEFET J., idem, p. 82-86.

7 HASQUIN H., idem ; FICHEFET J., idem, p. 51 ; consulter également le n° 169 du présent inventaire.

8 FICHEFET J., idem, p. 51-57.

9 Inventaire du patrimoine immobilier culturel de Wallonie (en ligne) :

Le 1er janvier 1977, la commune de Mornimont est fusionnée avec les communes de Balâtre, Ham-sur-Sambre, Jemeppe, Moustier-sur-Sambre, Onoz, Saint-Martin et Spy pour former l'actuelle commune de Jemeppe-sur-Sambre. La fusion forme une entité de 16.335 habitants pour 4.679 hectares et est justifiée en ces termes dans le rapport au Roi précédant l'arrêté royal du 17 septembre 1975 portant fusion de communes et modification de leurs limites : "Expansion et prospérité économiques et sociales sont à la base de la constitution de cette entité qui forme un ensemble de zones parfaitement réparties entre l'industrie, l'agriculture et l'habitat" ¹⁰.

COMPÉTENCES ET ACTIVITÉS

Le décret du 14 décembre 1789 relatif à la constitution des municipalités jette les bases de l'organisation municipale. Il fixe également le rôle qu'elles doivent remplir :

"Article 49. Les corps municipaux auront deux espèces de fonctions à remplir ; les unes propres au pouvoir municipal ; les autres, propres à l'administration générale de l'État, et déléguées par elle aux municipalités.

Article 50. Les fonctions propres au pouvoir municipal, sous la surveillance et l'inspection des assemblées administratives, sont : de régir les biens et revenus communs des villes, bourgs, paroisses et communautés ; de régler et d'acquitter celles des dépenses locales qui doivent être payées des deniers communs ; de diriger et de faire exécuter les travaux publics qui sont à la charge de la communauté ; d'administrer les établissements qui appartiennent à la commune, qui sont entretenus de ses deniers, ou qui sont particulièrement destinés à l'usage des citoyens dont elle est composée ; de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics.

Article 51. Les fonctions propres à l'administration générale, qui peuvent être déléguées aux corps municipaux pour les exercer sous l'autorité des assemblées administratives, sont : la répartition des contributions directes entre les citoyens dont la communauté est composée ; la perception de ces contributions ; le versement de ces contributions dans les caisses du district ou du département ; la direction immédiate des travaux publics dans le ressort de la municipalité ; la régie immédiate des établissements publics destinés à l'utilité générale ; la surveillance et l'agence nécessaires à la conservation des propriétés publiques ; l'inspection directe des travaux de réparation ou de reconstructions des églises, presbytères, et autres objets relatifs au service du culte religieux ¹¹".

Après l'indépendance de la Belgique, la Constitution belge du 7 février 1831 confie les intérêts exclusivement communaux à des conseils communaux élus directement, mais réserve le contrôle de leurs actes au Roi ou au pouvoir législatif, notamment pour empêcher qu'ils ne sortent de leurs attributions ou ne portent atteinte à l'intérêt général. La Constitution confie également aux

https://lampspw.wallonie.be/dgo4/site_ipic (consulté le 28/03/2024).

10 Arrêté royal du 17 septembre 1975 portant fusion de communes et modification de leurs limites, Moniteur belge, 25 septembre 1975.

11 Pasinomie, 1re série, t. 1er, Lois françaises, Bruxelles, 1833, p. 66.

autorités communales la rédaction des actes de l'état civil et la tenue des registres. Enfin, le Congrès national déclare qu'il est nécessaire de pourvoir par des lois séparées à l'organisation provinciale et communale.

La loi communale du 30 mars 1836 constitue le fondement du droit communal belge contemporain. Constamment adaptée, certains de ses articles demeurent en vigueur dans la nouvelle loi communale (NLC) de 1988 et dans le Code de la démocratie locale et de la décentralisation (CDLD) de 2004.

ORGANISATION

La manière dont les communes sont organisées est déterminée par la loi communale du 30 mars 1836.

Celle-ci prévoit l'existence d'un corps communal regroupant des conseillers, un bourgmestre et des échevins. Ils forment le Conseil communal. Le bourgmestre et les échevins, dont le mode de désignation a évolué au cours du temps, composent le Collège des bourgmestre et échevins ou Collège échevinal. À côté de ces fonctions politiques, chaque commune dispose d'un secrétaire et d'un receveur. Les commissaires de police et, dans certaines localités, les gardes champêtres se partagent les attributions en matière de police.

Les rapports annuels sur l'administration et la situation des affaires de la commune dressés en exécution de l'article 70 de la loi communale donnent un aperçu de l'organisation de chaque administration communale. Une copie de ces rapports était envoyée au Gouvernement provincial. Enfin, les registres aux délibérations du Conseil communal et du Collège constituent la source par excellence pour décrire l'organisation de la commune et son histoire.

ARCHIVES

HISTORIQUE

L'article L1123-28 du CDLD dispose : "Le collège communal veille à la garde des archives et des titres ; il en dresse les inventaires en double expédition, ainsi que des chartes et autres documents anciens de la commune, et empêche qu'aucune pièce ne soit vendue ou distraite du dépôt". Cette disposition reprend *mutatis mutandis* les dispositions de l'article 100 de la loi communale de 1836 (devenu l'article 132 de la NLC). Une circulaire ministérielle du 9 janvier 1839 précise que la maison communale est le lieu le plus propre au dépôt des archives communales. La loi du 24 juin 1955 relative aux archives place les archives des communes sous la surveillance de l'archiviste général du Royaume ou de ses délégués. Elles ne peuvent être détruites sans que la commune n'ait obtenu l'autorisation de l'archiviste général du Royaume ou de ses délégués.

La mise en œuvre de ces dispositions et les mesures de sauvegarde ou de gestion des archives sont rarement documentées. Cet aperçu se base donc en ordre principal sur les dossiers centraux des communes de Mornimont et de Jemeppe-sur-Sambre constitués par les Archives de l'État et enfin sur des

renseignements glanés dans le présent fonds ¹².

La première situation connue est celle brossée par l'inventaire dressé en 1840. On y mentionne notamment la présence des publications administratives, des registres aux délibérations du Collège et du Conseil, des registres de l'état civil, des archives cadastrales, de rôles d'imposition, des budgets (depuis 1811) et comptes (depuis 1814), des tableaux de la population, des dossiers de milice et enfin, de registres de la garde communale et de la garde civique. On évoque également un coffre renfermant les "archives anciennes".

En 1966, Gaston Beterams signale l'accord de principe du secrétaire communal pour le dépôt des archives sans utilité administrative aux Archives de l'État.

Une inspection des archives communales est menée par Cécile Douchamps-Lefèvre en 1969. Dans son rapport, l'inspectrice signale que "les archives de la commune de Mornimont sont conservées en bon ordre dans des armoires placées dans le local du secrétariat communal et entassées en vrac dans une pièce à l'étage". À cette occasion est obtenu l'accord définitif de la commune pour le dépôt. Cécile Douchamps-Lefèvre se charge du triage et du transfert en 1970. Dans son relevé, elle note le faible volume des archives déposées. Ce premier dépôt a fait l'objet d'un premier inventaire aux AÉN (voir ci-dessous, "Sources complémentaires").

En 1977, l'inspectrice visite les archives de la nouvelle entité de Jemeppe-sur-Sambre. Le rapport fait état de locaux adéquats, correctement aménagés. Il mentionne également la volonté de la commune de créer un service d'archives et l'achat de matériel moderne à cet effet. Une nouvelle inspection est menée en 1990 par Daniel Van Overstraeten, qui note en remarque préliminaire : "Au lendemain de la fusion [des communes], la situation des archives n'était pas brillante et, pour tout dire, déplorable dans certaines localités, notamment à Balâtre, Mornimont et Onoz (...) Ceci a entraîné la disparition de certains documents".

Les archives de Mornimont sont alors rangées dans la cave et à l'étage de la maison communale. Il manque déjà à l'époque les atlas des cours d'eau et des chemins vicinaux. Les boîtes d'archives y sont rangées selon un système empirique (géographique ou thématique), avec des numéros d'ordre. Il n'existe pas d'inventaire. Les locaux de conservation sont "assez convenables", mais sont sujets à des travaux de restauration.

L'inspecteur note qu'un classement partiel des archives de Mornimont a été effectué par un bénévole en 1978 ; en outre, deux employés sont, en 1990, chargés du rangement et du classement (sommaire) des archives.

En vue de valoriser son patrimoine communal et de garantir sa pérennité, la commune a signé, en date du 3 octobre 2019, une convention de partenariat avec les Archives de l'État. Celle-ci charge l'équipe du projet "Archives locales de Wallonie" de préparer le dépôt des fonds communaux antérieurs à la fusion en procédant à un tri et en rédigeant les inventaires. C'est également dans le cadre de cette collaboration que des archives postérieures à 1976 sans plus d'utilité administrative ou juridique et sans intérêt historique ont été détruites en parfaite concertation avec les différents services communaux et avec l'autorisation du délégué de l'archiviste général du Royaume.

12 AÉN, Dossiers centraux, dossier " Commune de Mornimont " et " Commune de Jemeppe-sur-Sambre ".

ACQUISITION

Les archives ont été déposées par la commune de Jemeppe-sur-Sambre. Le dépôt a été inscrit au registre des acquisitions des Archives de l'État à Namur le 4 septembre 2024 sous le n° 2024-34.

Contenu et structure

CONTENU

Les archives décrites dans cet inventaire ont trait au fonctionnement et aux activités de la commune de Mornimont entre 1801 et 1977.

Le volume d'archives conservé est assez faible, mais l'entièreté de la période est représentée. Cela étant, il apparaît clairement que les archives conservées sont les rescapées d'une masse documentaire bien plus importante à l'origine. On remarquera l'absence de plusieurs séries, notamment les comptes et budgets communaux (et de manière générale, l'absence de pratiquement tout document comptable). À cause de ces lacunes, les archives de Mornimont ne donnent qu'une image partielle de l'activité de la commune. Par ailleurs, les archives de la tutelle sur la Commission d'assistance publique et la Fabrique d'église font défaut.

Les informations dont on dispose ne permettent pas de spécifier avec certitude la raison de ces disparitions. On sait par des rapports d'inspection que les archives communales n'ont pas toujours été rangées avec soin, ce qui a pu occasionner des pertes au fil du temps et en particulier lors des déménagements causés par la fusion des communes.

Le fonds contient également les registres de la population ouverts en 1891 et continués jusqu'en 1980.

Certaines lacunes du présent fonds s'expliquent par un précédent dépôt d'archives en 1970 (voir ci-dessous, "Sources complémentaires").

Procédons par grandes séries d'archives :

CONSEIL COMMUNAL ET COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS

On appelle Collège des bourgmestre et échevins ou Collège échevinal la réunion des bourgmestre et échevins chargés de l'administration de chaque commune. Le bourgmestre et les échevins, agissant ensemble et indivisément, procèdent par voie de délibération. Ils constituent un corps délibérant du pouvoir exécutif et non pas un pouvoir délibérant législatif, tel que l'est le Conseil communal. Les actes posés par le Collège ne font généralement qu'administrer, exécuter ou appliquer les lois et règlements à des cas particuliers ou à des individus déterminés, sauf le droit de réglementation résultant d'une délégation. Toutes les décisions importantes prises par le Collège et les délibérations du Conseil sont consignées dans deux séries de registres. Ces registres aux délibérations permettent normalement de suivre l'évolution de la politique locale et la gestion des affaires communales, depuis les premières années du XIXe siècle jusqu'à nos jours.

FINANCES ET FISCALITÉ

Les finances communales occupent une part importante de l'activité de l'administration et constituent un élément particulièrement important des

archives. Chaque année un budget est établi par le Collège, mis à l'approbation du Conseil et soumis à l'autorité de tutelle. Par la suite, une comptabilité précise des dépenses et des recettes est tenue par le receveur communal. Toutes les initiatives et les activités menées par les autorités communales se retrouvent dans ces dossiers. Le moindre engagement financier donne lieu à des contrats, factures et mandats de paiement de toute nature. Les pièces justificatives aux comptes ne sont toutefois pas toutes conservées et pour les périodes récentes, un tri est opéré par l'archiviste, qui ne conserve finalement que les dossiers les plus significatifs et une année type par législature, permettant au chercheur d'évaluer correctement l'évolution à long terme des finances communales.

Si la gestion financière nous renseigne sur tous les aspects des activités communales, elle génère aussi de nombreux documents très utiles pour connaître les personnes qui habitent la localité. L'administration perçoit en effet sur les habitants des taxes et des impôts divers. Elle tient à cet effet des rôles de contribuables, qui complètent les informations individuelles reprises dans les registres de la population. Les propriétés foncières sont également taxées et chaque commune dispose de registres et de plans cadastraux, déposés par les services du Cadastre, qui donnent une idée fort précise de l'organisation de l'espace et de la structure de la propriété immobilière. On peut suivre par ce biais l'histoire d'une habitation ou d'un terrain au cours des ans et en connaître les propriétaires successifs.

PATRIMOINE

Le patrimoine communal se compose de nombreux biens immobiliers divers. Il existe donc dans les archives d'importants dossiers relatifs à l'acquisition, à l'échange, à l'expropriation ou à la vente de biens communaux ou encore de dossiers constitués dans le cadre des ventes de coupes de bois. En règle générale, les principaux édifices du village sont aussi propriété communale : l'église, le presbytère, l'école et le cimetière nécessitent ainsi un coûteux entretien et des travaux réguliers que l'on peut suivre d'année en année à l'aide des dossiers constitués et conservés par l'administration.

ÉTAT CIVIL

L'état civil a été institué en France par décret du 20 septembre 1792. À partir de cette date, dans chaque commune, l'officier de l'état civil consigne dans des registres distincts tenus en double les naissances, les mariages et les décès intervenus sur le territoire communal au cours de l'année. Il tient aussi un registre pour les publications de mariages. L'officier de l'état civil clôture ses registres en fin d'année et transmet un exemplaire au greffe du tribunal de première instance de l'arrondissement, avec le registre aux publications de mariages, tenus en un unique exemplaire. L'exemplaire communal est encore aujourd'hui conservé par la commune afin d'éviter la présence dans le même bâtiment des deux exemplaires.

POPULATION

Depuis 1847, les communes doivent tenir un répertoire de l'ensemble des habitants ayant leur résidence habituelle dans la commune. Ces registres de population, actes authentiques et publics renouvelés après chaque recensement décennal, rendent compte de la composition de chaque famille, de l'identité des individus et des mouvements qui interviennent, tels qu'arrivées dans la commune, départs, naissances, mariages ou décès. Dans le fonctionnement journalier de l'administration communale, ces registres servent à l'établissement des travaux de statistique (pour les opérations de recensement et l'établissement des mouvements annuels d'émigration et d'immigration), à la révision des listes électorales (pour les chambres, le conseil provincial, le conseil communal, les conseils de prud'hommes, les conseils de l'industrie et du travail), à l'organisation de la police (pour les recherches sur l'identité des délinquants), de la milice et de la garde civique (le service de la garde civique est dû par celui qui a une résidence réelle), à la détermination du domicile de secours des indigents et des enfants qui ont droit à l'instruction gratuite, à la participation à l'affouage, etc. Pour l'historien, ces registres sont d'un grand intérêt pour toutes les données socioéconomiques et démographiques qu'ils renferment (avec les nom et prénoms, le lieu et la date de naissance, l'état civil, le domicile légal, la profession, la fonction ou la position, la nationalité et des renseignements relatifs à la milice, à la garde civique ou encore au casier judiciaire). La tenue des registres de population rentre dans les tâches de l'administration générale de la commune, donc dans les attributions du Collège communal. Aux termes de l'article 1er de l'arrêté royal du 30 décembre 1900, c'est désormais l'officier de l'état civil qui est chargé de faire observer exactement tout ce qui concerne leur tenue. Les registres obligatoires sont le registre principal, les registres d'entrée et de sortie des habitants. Enfin, les règlements imposent la confection d'un index ou répertoire des noms des habitants. Depuis le début des années 1980, les registres de population tendent à disparaître au profit de bases de données informatiques établies en connexion avec le registre national des personnes physiques.

ÉLECTIONS

C'est au niveau communal que sont constituées les listes des électeurs pouvant participer aux scrutins nationaux, provinciaux ou communaux. L'administration conserve ainsi des dossiers concernant les personnes éligibles et les candidats, les électeurs, le déroulement des différentes élections et généralement les résultats des élections communales, ainsi que l'installation des nouveaux conseils et collèges communaux. La teneur des listes électorales varie dans le temps en fonction de la législation en vigueur. Les listes d'électeurs sont vérifiées et modifiées périodiquement en fonction des revenus déclarés des habitants et, plus tard, sur base de leur domicile légal, de leur citoyenneté belge ou européenne, et d'éventuelles restrictions temporaires de leurs droits politiques, dues à une condamnation judiciaire ou à une incapacité

mentale. La révision des listes électorales donne souvent lieu à des contestations, qui sont soumises aux cours et tribunaux.

AFFAIRES MILITAIRES

C'est sur base des registres de l'état civil et de population que sont établis les registres de milice et les dossiers qui les accompagnent. Jusqu'à la suspension du service militaire obligatoire en 1994, on dressait chaque année la liste des jeunes hommes en âge d'être appelés. Selon les époques, ces candidats miliciens pouvaient échapper au service militaire en fonction d'un tirage au sort favorable, d'une exemption pour cause physique ou d'une objection de conscience. Des motifs divers permettaient aussi d'obtenir un sursis et de retarder l'enrôlement. Les dossiers constitués à cet effet sont généralement conservés, mais il faut souligner qu'ils peuvent faire largement double emploi avec ceux qui existent au niveau provincial ou national.

TRAVAUX PUBLICS

La commune s'occupe de tout ce qui concerne l'infrastructure, les voiries ou les bâtiments publics communaux soit en tant que principal maître d'œuvre de certains projets, soit en tant qu'associée aux travaux menés par les autorités provinciales, nationales et plus tard régionales. L'établissement de la distribution d'eau potable, l'électrification des campagnes et l'installation progressive du téléphone ou de la télédistribution constituent une vaste entreprise qui modifie considérablement l'existence des populations rurales.

ENSEIGNEMENT

L'organisation de l'enseignement primaire constitue un secteur important de la politique communale au cours des XIXe et XXe siècles. Les archives communales conservent divers dossiers relatifs à l'organisation générale, au personnel enseignant, aux bâtiments scolaires et au matériel didactique. Des listes d'écoliers sont dressées annuellement ce qui permet de suivre la scolarisation de la jeunesse locale.

BIENFAISANCE OU ASSISTANCE PUBLIQUE

Dès le début du XIXe siècle, un Bureau de bienfaisance est institué dans chaque commune. Il s'occupe de soulager les habitants les plus pauvres et prend en charge certains frais récurrents comme ceux liés à la scolarisation des enfants, aux soins médicaux, aux domiciles de secours, à l'internement de déficients mentaux ou encore à l'éducation d'orphelins dans des établissements spécialisés, situés en général en dehors de la commune. Certains de ces organismes bénéficient des largesses de bienfaiteurs et sont en mesure de créer sur le territoire communal une œuvre de bienfaisance

spécifique, principalement un home pour personnes âgées. Les autorités communales exercent une tutelle étroite sur les budgets et les comptes des institutions de bienfaisance et en contrôlent l'essentiel des activités. Aux bureaux créés en 1800 succèdent les commissions d'assistance publiques (CAP) en 1925, puis les centres publics d'aide sociale (CPAS) en 1977, devenus centres publics d'action sociale en 2004.

CULTE

Sous Napoléon Bonaparte, la vie religieuse est réorganisée sur des bases nouvelles. L'Église catholique occupe une place prépondérante. Elle bénéficie en priorité des mesures prises par l'empereur visant à restituer aux paroisses tout ou une partie des biens qu'elles possédaient avant la Révolution et d'en assurer la gestion rationnelle. Des institutions publiques, les fabriques d'églises, sont instituées par un décret du 30 décembre 1809, afin de prendre en charge l'organisation matérielle du culte. Si la majorité des églises appartient à la commune, qui en assure la restauration et l'entretien, les fabriquiers se chargent d'administrer les biens propres de la paroisse. Ils se chargent également de subvenir aux frais du culte tels que le luminaire ou une partie du mobilier et de l'aménagement intérieur. Les autorités communales exercent une tutelle étroite sur les budgets et les comptes des fabriques d'églises et en contrôlent l'essentiel des dépenses. Quant aux ministres du culte, ils sont payés directement par l'État, mais reçoivent parfois un supplément de traitement de la commune et entretiennent avec les autorités municipales des relations étroites, qui reflètent généralement fort bien l'évolution des rapports complexes entre l'Église et l'État aux XIXe et XXe siècles.

LANGUES ET ÉCRITURE DES DOCUMENTS

Toutes les pièces sont en français.

SÉLECTIONS ET ÉLIMINATIONS

Le tri a été effectué conformément aux directives suivantes :

MARÉCHAL G., *Conservation et destruction des archives communales.*

Directives et recommandations, t. 1 : *État civil, population, milice, finances.*

Bruxelles : Archives générales du Royaume et Archives de l'État dans les Provinces, 1988 (Miscellanea Archivistica Studia, 1).

MARÉCHAL G., *Conservation et destruction des archives communales.*

Directives et recommandations, t. 2 et 3. Bruxelles : Archives générales du Royaume et Archives de l'État dans les Provinces, 2005 (Miscellanea Archivistica Manuale, 52 et 53).

ACCROISSEMENTS / COMPLÉMENTS

Le fonds est clos et la plupart des documents sont désormais conservés aux Archives de l'État. Les principales exceptions sont les permis d'urbanisme, les registres de l'état civil et les atlas des cours d'eau et des chemins vicinaux. Ces deux derniers documents sont du reste désormais consultables sur le Géoportail de la Wallonie, <http://geoportail.wallonie.be>. L'absence de dépôt s'explique, d'une part, par l'utilité administrative pour les services communaux et, d'autre part, par l'existence d'un double de l'état civil (exemplaire venant du greffe du tribunal de première instance) et des permis de bâtir (exemplaire venant de l'Administration de l'Urbanisme) aux Archives de l'État.

MODE DE CLASSEMENT

Les archives de la commune étaient partiellement classées selon le système de classement décimal national (CDN). Ce type de catalogage ne convient cependant pas pour les archives définitives pour les raisons suivantes :

- Ce classement par sujet a un caractère artificiel. Outre le fait qu'il soit subjectif (choisir un seul élément du contenu est une opération souvent hasardeuse), ce catalogage effectué à posteriori est distinct de l'organisation initiale des archives, organisation reflétant le fonctionnement des services. Ce classement est contraire au principe de respect de la structure du fonds d'archives, de l'ordre organique résultant du traitement administratif¹³. Ainsi par exemple, pour les archives relatives aux bâtiments communaux servant à l'enseignement, ces dossiers ont-ils initialement été produits et traités par le service communal des travaux ou le service communal en charge de l'enseignement ? Il n'est plus possible de le dire et nous avons dû faire des choix de manière arbitraire. L'authenticité et l'intégrité des dossiers tels qu'initialement constitués ne pourront plus être établies avec certitude.
 - Les descriptions contenues dans ce type de classement ont un caractère peu détaillé qui ne répond en aucun cas aux normes archivistiques internationales en vigueur pour la réalisation d'instruments de recherche (principalement la norme ISAD(G)). Ainsi, les dates extrêmes des dossiers étaient-elles rarement indiquées.
 - Les archives n'ont fait l'objet d'aucun tri préalable à leur classement.
- Ainsi a-t-il été indispensable de reclasser l'ensemble des documents en utilisant le cadre de classement repris dans la publication de Guy Gadeyne¹⁴. Les principales subdivisions de ce cadre sont les suivantes :
- I. Généralités

13 En archivistique, la règle suivante est fondamentale : les dossiers (qui constituent en général une unité archivistique) sont uniquement constitués par le producteur d'archives, et non pas par l'archiviste. Dans le cas présent, il n'est généralement pas possible de déterminer si les dossiers ont été constitués par les services communaux ou a posteriori, lors de leur " archivage ", par une personne étrangère au service.

14 GADEYNE G., Cadre de classement pour les archives communales statiques non structurées (1795 - ca 1977), Bruxelles, 1997 (Archives générales du Royaume, Miscellanea Archivistica, Manuale 18).

II. Organisation et personnel

III. Patrimoine

IV. Finances et fiscalité

V. État civil

VI. Population

VII. Élections

VIII. Affaires militaires et guerres

IX. Ordre et sécurité publics

X. Santé publique

XI. Travaux publics, services d'utilité publique, aménagement du territoire et urbanisme

XII. Enseignement

XIII. Culture, sports et divertissements

XIV. Vie économique

XV. Affaires sociales et réglementation du travail

XVI. Bureau de bienfaisance et Commission d'assistance publique

XVII. Relations avec les cultes reconnus

Les rubriques ont été adaptées au fonds d'archives selon les besoins spécifiques. Sous une sous-rubrique, les différentes descriptions archivistiques ont été classées dans l'ordre chronologique.

Description des séries et des éléments

I. GÉNÉRALITÉS

A. CONSEIL COMMUNAL

1	1 - 7 REGISTRES AUX DÉLIBÉRATIONS. 1912-1943, 1946-1976. 13 septembre 1912 - 12 juillet 1918.	1 volume
2	11 août 1918 - 19 janvier 1927.	1 volume
3	7 février 1927 - 19 décembre 1935.	1 volume
4	21 janvier 1936 - 3 février 1943.	1 volume
5	29 avril 1946 - 2 mars 1959.	1 volume
6	6 avril 1959 - 28 décembre 1962.	1 volume
7	23 janvier 1963 - 31 décembre 1976.	1 volume

B. COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS

8	8 - 12 REGISTRES AUX DÉLIBÉRATIONS. 1911-1932, 1935-1940, 1947-1976. 1er février 1911 - 26 mars 1932.	1 volume
9	11 février 1935 - 31 octobre 1940.	1 volume
10	17 janvier 1947 - 28 novembre 1958.	1 volume
11	[5] janvier 1959 - 17 décembre 1962.	1 volume
12	7 janvier 1963 - 27 décembre 1976.	

1 volume

13 Cahier des procès-verbaux des séances. 1973-1976.

1 cahier

C. CORRESPONDANCE GÉNÉRALE

14 14 - 17 REGISTRES DE LA CORRESPONDANCE. 1896-1912, 1946-1955, 1961-1968.
1896-1912.

1 volume

15 1946-1950.

1 volume

16 1950-1955.

1 volume

17 1961-1968.

1 volume

18 Page arrachée du registre de la correspondance. 1940.

1 pièce

II. ORGANISATION ET PERSONNEL

A. LA COMMUNE EN TANT QU'ENTITÉ ADMINISTRATIVE

- 19 Dossier relatif à la fusion des communes. 1974-1975. 1 chemise

B. ORGANISATION ET MEMBRES DES ORGANES POLITIQUES

1. CONSEIL COMMUNAL

- 20 Dossier relatif au remplacement d'Émile Baudont, conseiller démissionnaire. 1931. 1 chemise

2. COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS

- 21 Arrêté royal relatif à la démission de Victor Pigeolet, échevin. 15 août 1880. 1 pièce

C. ORGANISATION DES SERVICES

- 22 Lettre du bourgmestre au gouverneur signalant l'absence de plusieurs volumes administratifs du secrétariat communal. [Milieu XIXe siècle]. 1 pièce

- 23 Inventaire des documents du secrétariat communal. [1887]. 1 pièce

D. PERSONNEL DES SERVICES

1. STATUT DU PERSONNEL, TRAITEMENTS ET AUTRES RÈGLEMENTS

- 24 Dossier relatif aux pensions. 1926-1975. 1 chemise

- 25 État récapitulatif des salaires et traitements. 1971-1977. 1 chemise

- 26 Dossier relatif à la décoration du travail d'Achille Ravignat, cantonnier. 1972. 1 chemise

2. DOSSIERS DU PERSONNEL ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE

- 27 Dossier individuel d'Edmond Bosserez, secrétaire communal. 1888-

1891.

1 chemise

- 28 3. DOSSIERS DU PERSONNEL OUVRIER
Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatif au traitement d'Alfred Hostenbock, fossoyeur. 3 avril 1929.
1 pièce

4. DOSSIERS DU PERSONNEL ENSEIGNANT

29 - 62 DOSSIERS INDIVIDUELS DES ENSEIGNANTS. 1881-1976, 1991.

- 29 Ernestine Fraikin. 1881-1912.
1 chemise
- 30 Siméon Steinier. 1912-1922.
1 chemise
- 31 Désirée Ledoux. 14 mars 1913.
1 pièce
- 32 Marie Steinier. 1913-1920.
1 chemise
- 33 Léopold Roy. 16 juin 1919, 18 mars 1920.
2 pièces
- 34 Louise Vigneron. 1919-1936.
1 chemise
- 35 Marie Fronzé. 1919-1939.
1 chemise
- 36 Raymond Mélard. 1920-1921, 1947.
1 chemise
- 37 Georges Debienne. 1921-1951.
1 chemise
- 38 Berthe Rochet. 1926-1947.
1 chemise
- 39 Alexandre Gilisse. 1928, 1947, 1954.
1 chemise
- 40 Jeanne Materne. 22 mars 1929.

		1 pièce
41	Germaine Liégeois. 1930, 1953.	1 chemise
42	Marie Pielquin. 1930-1931, 1960-1961.	1 chemise
43	Julia Decoux. 1931.	1 chemise
44	Louise Fernémont. 1931-1954.	1 chemise
45	Marie-Louise Jasselette. 1932-1933.	1 chemise
46	Madame Dufaux. 6 mars 1934.	1 pièce
47	Antoine Jasselette. 31 mai 1934.	1 pièce
48	Alexandre Stasse. 1941-1949.	1 chemise
49	Gilberte Lambert. 1942-1945.	1 chemise
50	Angèle Louette. 1947.	2 pièces
51	Marcel Broodcoorens. 1947, 1958.	1 chemise
52	Hyacinthe Janssens. 1948-1962, 1976.	1 chemise
53	Rosa Bille. 1949.	1 chemise
54	Armand Massin. 1949-1953.	1 chemise
55	Marie-Rose Gubin-Bacq. 1952.	1 chemise
56	André Noël. 1958-1961.	1 chemise

57	Christian Bierlaire. 1959-1962.	1 chemise
58	Simonne Léonard-Charlier. 1960-1961.	1 chemise
59	Georges Herreman. 1962-1963.	1 chemise
60	Adèle Landrain. 1965-1966.	1 chemise
61	Chantal Heiderscheid. 1967.	1 chemise
62	Monique Raisière. 1967, 1991.	1 chemise
63	Dossier relatif aux traitements et pensions des enseignants. 1928-1940, 1956-1965.	1 chemise

III. PATRIMOINE

A. GÉNÉRALITÉS

- 64 Bordereau d'inscription hypothécaire d'une maison et d'un terrain appartenant à Jean Évrard. 2 février 1860. 1 pièce
- 65 Dossier relatif aux assurances. 1913-1960. 1 chemise

B. BIENS IMMOBILIERS

- 66 66 - 78 DOSSIERS RELATIFS AUX ALIÉNATIONS. 1825, 1835, 1856-1885, 1907, 1914, 1962. Plusieurs emprises de terrain. 1825. 1 chemise
- 67 Plusieurs parcelles. 1835, 1856-1883. 1 chemise
- 68 Excédents d'un chemin. 2 mars 1860. 1 pièce
- 69 Deux parcelles au lieudit "Rouges sauls" et "Try mal [pouillu]". 1er mars 1862. 1 pièce
- 71 Excédents du chemin n° 1. 1862, 1883-1884. 1 chemise
- 72 Partie de la parcelle cadastrée section B, n° 24b. 27 mars 1863. 1 pièce
- 73 Excédents du chemin n° 43. 1er juillet 1873. 1 pièce
- 74 Excédent d'un chemin. 28 août 1876. 1 pièce
- 75 Terrains incultes au lieudit "Rabot" et terrains faisant partie de l'ancienne carrière communale. 1884-1885. 1 chemise
- 76 Parcelle au lieudit "Rabot" cadastrée section B, n° 247. 20 juin 1907. 1 pièce

-
- | | | |
|----|--|-----------|
| 77 | Parcelle au lieudit "Baty del longue voye" cadastrée section A, n° 7b. 15 mai 1914. | 1 pièce |
| 78 | Parcelle de lotissement au lieudit "Rabot". 1962. | 1 chemise |
| 79 | 79 - 81 DOSSIERS RELATIFS AUX LOCATIONS. 1833-1976.
Prés et terrains communaux mis en fermage. 1833-1918. | 1 chemise |
| 80 | Droits de chasse. 1860-1976. | 1 chemise |
| 81 | Maisons d'habitation et logements scolaires. 1931-1976. | 1 chemise |
| 82 | Dossier relatif aux ventes de bois et foin. 1848, 1866, 1889-1903, 1927, 1931, 1952-1969. | 1 chemise |
| 83 | 83 - 84 DOSSIERS RELATIFS AUX ACQUISITIONS. 1872, 1884.
Sentier cadastré section A, n° 167a et 168c. 5 janvier 1872. | 1 pièce |
| 84 | Parcelle appartenant à Victor Stasse. 7 avril 1884. | 1 pièce |
| 85 | Acte d'échange entre la commune et Charles Nihoul des parcelles cadastrées section A, n° 241a, 242b et 243a. 5 janvier 1876. | 1 pièce |
| 86 | Sommier des fermages. 1936-1955. | 1 cahier |

IV. FINANCES ET FISCALITÉ

A. COMPTABILITÉ DU SECRÉTARIAT

- 87 Lettre du commissaire d'arrondissement relative au capital placé au Mont de Piété de Namur. 27 octobre 1847. 1 pièce
- 88 Dossier relatif aux emprunts. 1866, 1917-1955. 1 chemise
- 89 Budgets annuels. 1879. 2 cahiers
- 90 Registre aux mandats. 1891-1892. 1 cahier

B. COMPTABILITÉ DU RECEVEUR

1. REGISTRES DE COMPTABILITÉ

- 91 Journal des dépenses et des recettes. [1878-1881]. 1 cahier
- 92 Grand-livre des recettes. 1938. 1 cahier

2. COMPTES ET PIÈCES JUSTIFICATIVES

- 93 93 - 95 PIÈCES JUSTIFICATIVES AUX COMPTES. 1887, 1936, 1962. 1887. 1 chemise
- 94 1936. 1 chemise
- 95 1962. 1 chemise

3. ENTRÉE EN FONCTION DU RECEVEUR

- 96 Lettres du gouverneur relatives au remboursement du cautionnement du receveur décédé. 3 septembre 1919, 6 novembre 1919. 2 pièces

C. IMPOSITIONS ET TAXES

1. IMPÔTS COMMUNAUX

97 - 98 DOSSIERS RELATIFS AUX TAXES COMMUNALES. 1867, 1915-1920.

97 Chiens. 1867, 1915-1918. 1 chemise

98 Personnel occupé. 1919-1920. 1 chemise

2. IMPÔTS PROVINCIAUX

99 Extrait du rôle d'imposition pour l'entretien de la voirie vicinale. 1842. 1 pièce

3. IMPÔTS D'ÉTAT

100 Rôle des contributions directes. [1801]. 1 pièce

101 - 126 DOUBLES DES RÔLES. 1838-1856, 1877-1886, 1912-1914.

101 1838. 1 pièce

102 - 103 1845.

102 Contribution foncière. 1 cahier

103 Redevance sur les mines. 1 pièce

104 1851. 1 pièce

105 1855. 1 pièce

106 - 110 1856.

106 Contribution personnelle. 1 pièce

107	Contribution foncière.	1 pièce
108	Droit de patente.	2 pièces
109	Débit de tabac.	1 pièce
110	Débit d'alcool.	1 pièce
111	1877.	1 pièce
112	1879.	1 cahier
113	113 - 114 1880. Contributions directes.	1 chemise
114	Redevance sur les mines.	1 pièce
115	115 - 116 1881. Contributions directes.	2 pièces
116	Redevance fixe sur les mines.	1 pièce
117	117 - 118 1882. Contributions directes.	1 chemise
118	Redevance sur les mines.	1 pièce
119	1883.	1 chemise
120	1886.	1 pièce

121	121 - 122 1912. Contribution foncière et personnelle.	1 chemise
122	Droit de patente.	1 pièce
123	1913.	1 cahier
124	124 - 126 1914. Contribution foncière et personnelle.	1 cahier
125	Droit de patente.	1 pièce
126	Entretien de la voirie vicinale.	1 cahier
127	<i>D. DÉPÔT DE L'ADMINISTRATION DU CADASTRE</i> Tableau des résultats des tarifs définitifs pour les propriétés bâties et non-bâties des communes du canton de Fosses. 18 juillet 1833.	1 pièce
128	Dossier relatif aux renseignements cadastraux. 1928-1963.	1 chemise
129	Dossier relatif à l'expert-indicateur du cadastre. 1951-1961.	1 chemise
130	Liste des locataires dans la commune. 13 octobre 1975.	1 pièce

V. ÉTAT CIVIL

A. REGISTRES DE L'ÉTAT CIVIL ET TABLES

131 Lettre du procureur du Roi relative à l'inspection des registres de l'état civil. 30 juin 1904. 1 pièce

132 Dossier relatif aux extraits des registres de l'état civil. 1909, 1912, 1921, 1927, 1934, 1936, 1939, 1942-1946. 1 chemise

139 Avis de publication de mariage. 1912-1913, 1944-1950. 1 chemise

B. CIMETIÈRES ET FUNÉRAILLES

134 Dossier relatif aux autorisations d'inhumation, d'exhumation et de transport funèbres. 1910, 1944-1945. 1 chemise

135 135 - 138 REGISTRES DES CONCESSIONS AU CIMETIÈRE. 1913-1972. 1913-1938. 1 volume

136 1913-1971. 1 cahier

137 1914-1929. 1 cahier

138 1931-1972. 1 cahier

VI. POPULATION

A. REGISTRES ET MOUVEMENTS DE LA POPULATION

140	140 - 151 REGISTRES DE LA POPULATION. 1891-1900, 1911-1991. 1891-1900.	1 volume
141	141 - 142 1911-1920. Volume 1.	1 volume
142	Volume 2.	1 volume
143	1921-1930.	1 volume
144	144 - 145 1931-1947. Volume 1.	1 volume
145	Volume 2.	1 volume
146	146 - 147 1948-1960. Volume 1.	1 volume
147	Volume 2.	1 volume
148	148 - 149 1961-1970. Volume 1.	1 volume
149	Volume 2.	1 volume
150	150 - 151 1971-1991. Volume 1.	1 volume

151	Volume 2.	1 volume
152	152 - 156 INDEX DES REGISTRES DE LA POPULATION. 1891-1900, 1921-1947, 1961-1970. 1891-1900.	1 volume
153	1921-1930.	1 volume
154	1931-1947.	1 volume
155	[1948-1960].	1 chemise
156	1961-1970.	1 volume
157	Attestation de résidence d'Antoine Jacquet. 5 décembre 1834.	1 pièce
	*** - *** REGISTRES DES ENTRÉES ET SORTIES. 1876-1976.	
158	158 - 159 SORTIES. 1876-1892, 1931-1962. 1876-1892.	1 volume
159	1931-1963.	1 volume
160	160 - 161 ENTRÉES. 1891-1962. 1891-1931.	1 volume
161	1931-1962.	1 volume
164	Entrées et sorties. 1962-1976.	1 volume

162	162 - 163 CERTIFICATS DE CHANGEMENT DE RÉSIDENCE RELIÉS. 1911-1930. 1911-1920.	1 cahier
163	1921-1930.	1 cahier
133	Registre des naissances et décès survenus dans une autre commune. 1955-1976.	1 volume
165	<i>B. RECENSEMENTS ET AUTRES ÉTATS DE LA POPULATION</i> Listes des habitants belges nés entre de 1877 à 1900. [Début XXe siècle].	2 pièces
166	Liste des maisons. [1re moitié XXe siècle].	1 pièce
167	Listes-inventaire des ménages pour le recensement de la population. 1910.	2 pièces
168	Liste des habitants de la commune. 25 octobre 1918.	1 pièce
169	Dossier relatif au recensement de la population. 1920.	1 chemise
170	Dossier relatif aux statistiques de la population. 1954.	1 chemise
171	<i>C. ÉTRANGERS</i> Bulletins des étrangers. 1905, 1908.	1 chemise
172	172 - 173 REGISTRES DES ÉTRANGERS. 1932-1961. 1932-1934.	1 volume
173	1934-1961.	1 volume

174	Liste de contrôle des certificats d'inscription pour étrangers. 1967-1974.	1 pièce
175	Registre de contrôle des cartes d'identité. 1975-1976.	1 volume

VII. ÉLECTIONS

A. LISTES ÉLECTORALES ET LISTES DÉRIVÉES

176 - 178 LISTES DES ÉLECTEURS CENSITAIRES ET CAPACITAIRES.
1870, 1871, 1884.

176	1870.	1 chemise
177	1871.	1 pièce
178	1884.	1 cahier
179	Dossier relatif au Conseil des prud'hommes. 1909-1912, 1926-1928.	1 chemise
180	180 - 186 LISTES DES ÉLECTEURS POUR LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES, PROVINCIALES ET COMMUNALES. 1960-1978. 1960-1962.	1 cahier
181	1964-1966.	1 cahier
182	1969-1971.	1 cahier
183	1970-1972.	1 cahier
184	1972-1974.	1 cahier
185	1974-1976.	1 cahier
186	1976-1978.	1 cahier

B. RÉVISION DES LISTES ÉLECTORALES

187 - 194 DOSSIERS RELATIFS AUX RÉVISIONS DES LISTES
ÉLECTORALES. 1863, 1881-1886, 1908, 1965-1977.
1863.

187		2 pièces
188	1881.	1 chemise
189	1884.	2 pièces
190	1886.	2 pièces
191	1908.	1 chemise
192	1965.	1 chemise
193	1973.	1 pièce
194	1977.	1 pièce

C. DOSSIERS DES ÉLECTIONS

195 - 204 DOSSIERS DES ÉLECTIONS COMMUNALES. 1836, 1848,
1880, 1926, 1952-1974.
1836.

195		1 pièce
196	1848.	1 pièce
197	2 décembre 1880.	1 pièce
198	10 octobre 1926.	1 chemise
199	12 octobre 1952.	2 pièces

200	12 octobre 1958.	1 chemise
201	26 mars 1961.	1 chemise
202	11 octobre 1964.	1 chemise
203	31 mars 1968.	1 pièce
204	10 mars 1974.	1 chemise
205	205 - 207 DOSSIERS DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ET PROVINCIALES. 1946-1950. 24 février 1946.	1 chemise
206	26 juin 1949.	1 pièce
207	4 juin 1950.	1 pièce
208	Relevé des assesseurs pour la consultation populaire sur la question royale. 17 février 1950.	1 pièce

VIII. AFFAIRES MILITAIRES ET GUERRES

A. MILICE ET VOLONTAIRES

209 - 276 DOSSIERS RELATIFS AUX LEVÉES DE MILICE. 1881-1883,
1889, 1908-1911, 1914-1915, 1918-1977.
1881.

209		1 chemise
210	1882.	1 chemise
211	1883.	1 chemise
212	1889.	1 chemise
213	1908.	1 pièce
214	1909.	1 pièce
215	1911.	1 pièce
216	1914.	1 chemise
217	1915.	1 pièce
218	1918.	2 pièces
219	1919.	1 chemise
220	1920.	1 chemise
221	1921.	1 chemise
222	1922.	1 chemise

223	1923.	1 chemise
224	1924.	1 chemise
225	1925.	1 chemise
226	1926.	1 chemise
227	1927.	1 chemise
228	1928.	1 chemise
229	1929.	1 chemise
230	1930.	1 chemise
231	1931.	1 chemise
232	1932.	1 chemise
233	1933.	1 chemise
234	1934.	1 chemise
235	1935.	1 chemise
236	1936.	1 chemise
237	1937.	1 chemise
238	1938.	1 chemise

239	1939.	1 chemise
240	1940.	1 chemise
241	1941.	1 chemise
242	1942.	1 chemise
243	1943.	1 chemise
244	1945.	1 chemise
245	1946.	1 chemise
246	1947.	1 chemise
247	1948.	1 chemise
248	1949.	1 chemise
249	1950.	1 chemise
250	1951.	1 chemise
251	1952.	1 chemise
252	1953.	1 chemise
253	1954.	1 chemise
254	1955.	1 chemise
255	1956.	

		1 chemise
256	1957.	1 chemise
257	1958.	1 chemise
258	1959.	1 chemise
259	1960.	1 chemise
260	1961.	1 chemise
261	1962.	1 chemise
262	1963.	1 chemise
263	1964.	1 chemise
264	1965.	1 chemise
265	1966.	1 chemise
266	1967.	1 chemise
267	1968.	1 chemise
268	1969.	1 chemise
269	1970.	1 chemise
270	1971.	1 chemise
271	1972.	1 chemise

272	1973.	1 chemise
273	1974.	1 chemise
274	1975.	1 chemise
275	1976.	1 chemise
276	1977.	1 chemise
277	Registre des miliciens. 1889-1892.	1 cahier
278	Registre des décisions d'exemption et d'exclusion du service. 1905-1909.	1 cahier
279	Registre des militaires en congé illimité. 1911-1942.	1 cahier
280	Dossier relatif aux congés militaires. 1931-1959.	1 chemise
281	Dossier relatif aux livrets de mobilisation des enseignants. 1938-1939.	1 chemise
282	Dossier relatif aux indemnités de milice. 1938-1962.	1 chemise
284	Dossier relatif à Louis Baquet, volontaire. 1954.	1 chemise
285	Registre des indemnités de milice aux épouses de soldats rappelés. 1955-1975.	1 cahier
286	<i>B. GARDE CIVIQUE</i> Registres d'inscription des appelés. 1863-1864.	2 pièces

-
- 287 Bulletins de renseignement des appelés à la garde civique. 1902-1907.
1 chemise
- C. MOBILISATION, RÉQUISITIONS ET CANTONNEMENTS MILITAIRES EN TEMPS DE PAIX*
- 288 Lettre de l'administration des contributions directes relative à la consultation des plans cadastraux de la commune par des officiers de l'armée. 18 avril 1885.
1 pièce
- 289 Dossier relatif aux réquisitions et au logement des troupes. 1939.
1 chemise
- 290 Dossier relatif aux exercices aériens. 1956.
1 chemise
- D. GUERRES ET CONSÉQUENCES*
- 291 Liste des hommes nés de 1892 à 1897. [ca 1914].
1 pièce
- 292 Listes des hommes âgés de 17 à 40 ans appelés par ordre de l'autorité occupante. 13 octobre 1914, 14 octobre 1914.
2 pièces
- 293 Dossier relatif à l'approvisionnement des habitants. 1914-1915.
1 chemise
- 294 294 - 295 CIRCULAIRES ÉMISES EN TEMPS DE GUERRE. 1914-1919, 1939-1946.
1914-1919.
1 chemise
- 295 1939-1946.
1 chemise
- 296 Dossier relatif à l'amende collective imposée par l'autorité occupante en punition d'un sabotage des voies ferrées à Moustier. 1916, 1919.
1 chemise
- 297 Bons de déclaration des matelas et coussins en laine. 1917.
1 chemise
- 298 Bon de réquisition de foin. 9 mai 1918.

1 pièce

- 299 Dossier relatif au rationnement. 1918-1919.
1 chemise
- 300 Dossier relatif aux réquisitions et aux dommages causés par les armées britannique et canadienne. 1919.
1 chemise
- 301 Dossier relatif aux anciens combattants et invalides de guerre. 1923-1939.
1 chemise
- 302 Dossier relatif à l'érection d'un monument aux morts. 1924-1930.
1 chemise
- 303 Lettres relatives aux dommages de guerre aux biens privés. 1925-1958.
2 pièces
- 304 Lettre d'invitation de la commune de Tamines à la cérémonie d'inauguration du monument aux fusillés. 17 juillet 1926.
1 pièce
- 305 Lettre d'invitation de la commune à la cérémonie du relai du Flambeau sacré. 7 novembre 1930.
1 pièce
- 306 Dossier relatif à l'enlèvement des armes de guerre. 1934-1935, 1948.
1 chemise
- 307 Registre des prestations requises par l'autorité militaire. 1938-1952.
1 cahier
- 308 Liste des prisonniers de guerre. [1940].
1 pièce
- 309 Lettre relative au rapatriement des militaires décédés. 1940.
1 pièce
- 310 Dossier relatif aux livres classiques à retirer de la circulation. 1940.
1 chemise
- 311 Listes des miliciens appelés sous les armes en mai 1940. 1940.
1 chemise
- 312 Listes des soldats prisonniers rentrés sans papiers réguliers de

	l'autorité allemande. 17 juin 1940, 19 juin 1940.	2 pièces
313	Lettres du et au Ministère de l'Intérieur relatives au milicien Fernand Materne. 10 juillet 1940, 15 juillet 1940.	2 pièces
314	Lettre de la SA Briqueteries et ateliers Landuydt relative aux vols commis à son usine de Mornimont. 23 juillet 1940.	1 pièce
315	Listes des soldats mobilisés rentrés. 2[8] août 1940, 30 août 1940.	2 pièces
316	Relevés des hommes de 16 à 35 ans appelés à l'examen médical pour rejoindre l'armée. 19 septembre 1940, 21 septembre 1940.	2 pièces
317	Dossier relatif aux modifications de l'horaire scolaire. 1940-1942.	1 chemise
318	Dossier relatif aux personnes embauchées pour l'Allemagne. 1940-1943.	1 chemise
319	Registre des allocations aux familles de soldats. 1940-1944.	1 cahier
320	Lettre de l'École flamande de Bruxelles et réponse relatives à l'organisation de cours de flamand par correspondance aux prisonniers de guerre wallons afin de hâter leur retour en Belgique. 29 mai 1941, 3 juin 1941.	2 pièces
321	États nominatifs des habitants qui ont participé aux prestations requises par l'autorité occupante. 1941-1942.	2 pièces
322	Dossier relatif aux travaux de restauration des dommages de guerre aux bâtiments publics. 1941-1948.	1 chemise
323	Dossier relatif aux prisonniers de guerre et prisonniers politiques. 1942-1946.	1 chemise
324	Dossier relatif aux victimes de la guerre. 1944-1951.	1 chemise

283	Relevé des personnes ayant quitté la commune en tant que prisonnier de guerre, prisonnier politique ou travailleur en Allemagne. 1945.	1 cahier
325	Dossier relatif aux travaux de restauration des dommages de guerre à l'église Saint-Nicolas. 1947-1963.	1 chemise
326	Dossier relatif aux pensions de guerre. 1952-1955.	1 chemise
327	Relevé des cartes de ravitaillement. [1959]-1967.	1 cahier

IX. ORDRE ET SÉCURITÉ PUBLICS

A. MISSIONS DE POLICE ADMINISTRATIVE CONCERNANT LA TRANQUILLITÉ ET L'ORDRE PUBLICS

- 328 Liste des cabaretiers ayant reçu un exemplaire de l'affiche concernant la loi sur l'ivresse publique. 7 septembre 1887. 1 pièce

B. MISSIONS DE POLICE ADMINISTRATIVE CONCERNANT LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

- 329 Lettre du commissaire d'arrondissement relative à l'interné Thirifays. 23 décembre 1844. 1 pièce
- 330 Dossier relatif aux demandes d'autorisations d'évènements sportifs sur la voie publique. 1926, 1946-1947. 1 chemise
- 331 Procès-verbal du décès d'un homme sur la voie ferrée. 12 janvier 1944. 1 pièce
- 332 Registre-inventaire des licences d'apprentissage et des permis de conduire. 1967-1976. 2 cahiers
- C. MISSIONS DE POLICE JUDICIAIRE*
- 333 Exploits d'huissier contre Armand Chatelain et Alexandre Liégeois. 3 février 1910. 2 pièces
- 334 Attestations délivrées en vue de réhabilitations. 1968-1975. 1 chemise

X. SANTÉ PUBLIQUE

A. SERVICES COMMUNAUX

335 Dossier relatif au dépistage de la tuberculose à l'école. 1942.
1 chemise

336 Lettre du Ministère des Travaux publics relative au déversement de
déblais dans la vieille Sambre. 20 septembre 1955.
1 pièce

B. EXÉCUTION DES TÂCHES COMMUNALES

1. SURVEILLANCE SANITAIRE, SÉCURITÉ ET HYGIÈNE DE L'AGRICULTURE ET DE LA SYLVICULTURE, DE L'INDUSTRIE, DES MÉTIERS ET DU COMMERCE

337 Arrêté royal approuvant l'augmentation de la taxe d'expertise des
viandes. 11 février 1930.
1 pièce

2. CONTRÔLE DES ÉTABLISSEMENTS DANGEREUX, INSALUBRES ET INCOMMODES

*338 - 351 DOSSIERS RELATIFS AUX DEMANDES D'AUTORISATION
DE LA SA UNION CHIMIQUE BELGE ET DE SES PRÉDÉCESSEURS EN
DROIT POUR L'INSTALLATION ET L'EXPLOITATION DE MACHINES
DANS L'USINE DE MORNIMONT. 1884-1942.*

338 338 - 345 Chaudières à vapeur. 1884-1936.
1884.
1 pièce

339 1890.
1 pièce

340 1912.
1 chemise

341 1912-1913.
1 chemise

342 1925.
1 chemise

343 1927.
2 pièces

344	1930.	1 pièce
345	1934-1936.	1 chemise
346	346 - 349 Installations de transformation et de distribution électrique. 1920-1933. Cabine de transformation électrique. 1920-1921.	1 chemise
347	Canalisation électrique. 13 septembre 1928.	1 pièce
348	Câble reliant la maison près du pont de la Sambre à travers le chemin n° 80. 3 décembre 1928, 14 décembre 1928.	2 pièces
349	Câble souterrain traversant la Sambre par le pont pour le raccordement d'un bloc de maisons appartenant à la société. 1928-1933.	1 chemise
350	350 - 351 Moteurs électriques. 1930-1931, 1942. 1930-1931.	1 chemise
351	1942.	1 chemise
352	Dossier relatif aux demandes d'autorisation de la SA Céramiques et carrières de grès de Moustier pour l'installation de machines à vapeur, de dépôts d'explosifs, et d'une cabine électrique. 1912-1919.	1 chemise
353	Dossier relatif à l'installation et l'entretien de la ligne haute-tension Auvelais - Malonne. 1922-1938.	1 chemise
354	Plan annexé à la demande d'autorisation de Roger Barthelemy pour l'installation d'un réservoir de propane dans sa propriété située sur la place communale, n° 13. [ca 1970].	1 pièce

XI. TRAVAUX PUBLICS, SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE,
AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET URBANISME

A. TRAVAUX AUX BÂTIMENTS, MONUMENTS ET INSTALLATIONS
IMMOBILIÈRES DIVERSES

1. BÂTIMENTS AFFECTÉS AUX SERVICES ADMINISTRATIFS ET
COMMUNAUX

- 355 Devis pour les travaux de construction d'un bâtiment public. 18 mars 1839. 1 pièce
- 356 2. BÂTIMENTS SCOLAIRES
Dossier relatif aux travaux d'entretien des bâtiments publics. 1836-1837. 1 chemise
- 357 Dossier relatif à la construction d'une école mixte avec logement de l'instituteur. 1863-1864. 1 chemise
- 358 Procès-verbal d'adjudication des travaux de peinture des écoles et bâtiments communaux. 12 avril 1868. 1 pièce
- 359 Plans pour la construction de l'école des filles. 1876. 1 chemise
- 360 Dossier relatif à l'empierrement de la cour de l'école gardienne. 1928. 1 chemise
- 361 Dossier relatif à la construction d'une annexe au logement scolaire. 1931. 1 chemise
- 362 362 - 363 PLANS-RELEVÉS DES ÉCOLES. 1948.
École des filles. 1 pièce
- 363 École mixte et gardienne. 1 pièce
- 364 Dossier relatif à la construction d'un complexe scolaire. 1967-1973. 1 chemise

3. BÂTIMENTS AFFECTÉS AUX SPORTS, DIVERTISSEMENTS,
ACTIVITÉS POUR LA JEUNESSE ET TOURISME

- 365 Lettre du Comité local des anciens combattants relative à une éventuelle amélioration de la salle des fêtes. [Milieu XXe siècle].
1 pièce

4. BÂTIMENTS DU CULTE

- 366 Reçu pour l'installation de fenêtres au presbytère et à l'église. 12 avril 1837.
1 pièce

- 367 Acte d'adjudication des travaux d'agrandissement du presbytère. 25 août 1839.
1 cahier

- 368 Acte d'adjudication et quittance pour les travaux d'agrandissement de l'église. 23 avril 1843, 30 juin 1844.
1 cahier

- 369 Relevé des subsides octroyés pour la construction d'une église. 29 janvier 1901.
1 pièce

B. TRAVAUX ET INSPECTION DE LA VOIRIE (Y COMPRIS LES PONTS, LES QUAIS)

- 371 - 373 DOSSIERS RELATIFS AUX TRAVAUX D'ENTRETIEN ET DE RÉFECTION. [1832], 1919, 1956-1963.
371 Chemins vicinaux. [1832].
1 pièce

- 372 Chemin de grande communication vers Sart-Saint-Laurent. 1919.
1 chemise

- 373 Chemin n° 7. 1956-1963.
1 chemise

- 374 Dossier relatif aux procès-verbaux d'adjudication de divers travaux de voirie. 1837-1867.
1 chemise

	375 - 379 DOSSIERS RELATIFS AUX TRAVAUX D'AMÉLIORATION. 1840, 1843, 1912-1920.	
375	Chemin dit "la Ruelle". 27 février 1840, 14 juin 1840.	2 pièces
376	Chemin dit "la Ruelle" et chemin du Rabot. 15 juin 1843.	1 pièce
377	Centre du village, dont les chemins de grande communication de Moustier-sur-Sambre et Fosses-la-Ville. 1912-1914.	1 chemise
378	Chemins n° 1 et n° 2. 1912-1920.	1 chemise
379	Chemin du Déversoir. 13 novembre 1919.	1 pièce
380	Plans pour l'établissement d'un réseau d'égouts. [1re moitié XXe siècle].	1 chemise
	381 - 386 DOSSIERS RELATIFS AUX CRÉATIONS ET SUPPRESSIONS DE VOIRIE. 1915, 1936-1952, 1970-1973.	
381	Nouveau chemin. 25 novembre 1915.	1 pièce
382	Démolition d'une passerelle désaffectée sur la Sambre. 1936.	1 chemise
383	Construction du chemin dit "de la Basse-Sambre" de Tamines à Namur. 1937.	1 chemise
384	Construction du chemin de grande communication de la Basse- Sambre. 1940-1952.	1 chemise
385	Construction de la route n° 741 dite "de la Basse-Sambre". 1970- 1973.	1 chemise
386	Nouveau chemin. 23 juillet 1973.	2 pièces

C. TRAVAUX ET INSPECTION DES COURS D'EAU

1. COURS D'EAU NON NAVIGABLES

- 387 Avis aux habitants relatif à l'atlas des cours d'eau. 20 mars 1954.
1 pièce

2. COURS D'EAU NAVIGABLES

- 388 Dossier relatif aux crues de la Sambre. [1816], 1925.
1 chemise

- 389 Plan pour l'établissement de cinq décharges d'eaux superficielles sur la rive droite d'un bief de la Sambre. 27 juin 1939.
1 pièce

- 390 Lettre du Ministère des Travaux publics relative à la cession des terrains formant le lit de la vieille Sambre. 12 août 1955.
1 pièce

D. SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE

1. DISTRIBUTION D'EAU

- 391 Dossier relatif à l'installation d'une pompe. 1916.
1 chemise

2. DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ

392 - 393 DOSSIERS RELATIFS À L'ÉTABLISSEMENT DE LIGNES HAUTE-TENSION. [1RE MOITIÉ XXE SIÈCLE], 1959, 1967.

- 392 Auvelais - Gembloux. [1re moitié XXe siècle].
1 pièce

- 393 Jemeppe - Moustier-sur-Sambre. 1959, 1967.
1 chemise

- 394 Dossier relatif aux travaux d'établissement et d'extension du réseau basse-tension. 1911-1956, 1971.
1 chemise

- 395 Contrat de fourniture d'électricité. 7 septembre 1921.
1 pièce

- 396 Plan et arrêté royal relatifs au raccordement de deux cabines électriques. 10 mai 1966, 16 mars 1967.
2 pièces

-
- 397 3. ÉCLAIRAGE PUBLIC
Dossier relatif aux travaux d'extension et d'amélioration du réseau.
1923-1930, 1960.
1 chemise
- 398 4. TÉLÉPHONE
Plans pour une ligne téléphonique de l'État. [Début XXe siècle].
1 chemise
- 399 Dossier relatif à l'extension du réseau. 1930-1976.
1 chemise
- 400 Dossier relatif au raccordement de barrages-écluses par câble de
dispatching. 1964.
1 chemise
- 401 5. RADIO ET TÉLÉVISION CÂBLÉES
Dossier relatif à la participation de la commune dans
l'Intercommunale namuroise de télédistribution (INATEL) et à
l'installation du réseau de télédistribution. 1973-1976.
1 chemise
- 370 *E. AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE*
Convention entre particuliers permettant le maintien d'une
servitude de passage. 1855.
1 pièce
- 402 Dossier relatif à l'établissement d'un plan d'aménagement. 1952.
1 chemise
- 403 403 - 404 PLANS POUR DES DEMANDES DE LOTISSEMENTS SUR
DES TERRAINS COMMUNAUX AU LIEUDIT "RABOT". 1959-1960,
1965.
Parcelles cadastrée section B, n° 24r3 et 25. 1959-1960.
1 chemise
- 404 Parcelle cadastrée section B, n° 22a, 24e3, 24l4, 24t3, 24u3 et
24z4. 11 juin 1965.
1 pièce

XII. ENSEIGNEMENT

A. CADRE GÉNÉRAL

- 405 Lettres de l'inspecteur cantonal relatives à l'inspection des classes. 1921.
1 chemise

B. ORGANISATION

- 406 Arrêté communal modifiant le règlement scolaire. 10 août 1856.
1 pièce

- 407 Compte-rendu de la quatrième conférence pédagogique cantonale de Tamines. 3 novembre 1864.
1 pièce

- 408 Facture pour la fourniture des prix à distribuer à l'école des filles. 2 septembre 1883.
1 pièce

C. ÉQUIPEMENT

- 409 Dossier relatif aux fournitures scolaires. 1940-1941.
1 chemise

D. PERSONNEL

- 410 Déclarations de grève des enseignants. 3 mars 1975.
1 chemise

E. FINANCES

- 411 Lettre du Ministère de l'Intérieur relative à une avance pour l'amélioration du matériel scolaire. 14 juin 1877.
1 pièce

- 412 Dossier relatif aux comptes de la classe ménagère communale. 1901-1902.
1 chemise

- 413 Dossier relatif aux subventions. 1970-1976.
1 chemise

F. AVANTAGES SOCIAUX

- 414 Arrêté communal relatif aux registres d'inscription pour l'instruction gratuite. 21 août 1859.

1 pièce

415 Arrêté échevinal relatif à l'admission de quatre enfants à l'instruction gratuite. 9 novembre 1868.

1 pièce

416 Liste des filles de 6 à 14 ans ayant droit à l'instruction gratuite. 27 octobre 1905.

1 pièce

XIII. CULTURE ET DIVERTISSEMENTS

- 417 Dossier relatif aux comités des fêtes. 1926. 1 chemise
- 418 Lettre d'invitation à une réunion du Conseil communal pour le rétablissement du programme des fêtes. 3 mai 1947. 1 pièce
- 419 Convention entre la commune et Jean-Baptiste Schweig pour l'installation d'un carrousel sur la place communale. 23 juillet 1947. 1 pièce

XIV. ÉCONOMIE

A. AGRICULTURE ET SYLVICULTURE

420 Dossier relatif aux recensements agricoles. 1948-1969. 1 chemise

421 Dossier relatif aux dégâts agricoles. 1975-1976. 1 chemise

B. INDUSTRIE ET ARTISANAT

422 Correspondance générale entre la commune et la SA Union chimique belge et ses prédécesseurs en droit. 1910-1945. 1 chemise

423 Dossier relatif à la délimitation d'une parcelle vendue par l'État à la SA de produits chimiques de Moustier-sur-Sambre. 1914. 1 chemise

424 Dossier relatif au recensement de l'industrie. 1926-1932. 1 chemise

C. COMMERCE

*** Consulter le n° 328.

XV. AFFAIRES SOCIALES

- 425 Arrêté communal relatif aux travaux à effectuer en hiver pour venir en aide à la classe ouvrière. 11 novembre 1855. 1 pièce
- 426 Dossier relatif aux demandes de secours. 1919, 1946. 1 chemise
- 427 Liste des bénéficiaires de pension de vieillesse. 1921-1957. 1 pièce
- 428 Dossier relatif aux sociétés mutuelles. 1931-1941. 1 chemise
- 429 Dossier relatif aux pensions. 1932-1937. 1 chemise
- 430 Dossier relatif aux lauréats du travail. 1956. 1 chemise
- 431 Lettre du Comité provincial d'aide aux familles des victimes d'accidents mortels du travail relative à la catastrophe minière de Marcinelle. 31 décembre 1956. 1 pièce

XVI. TUTELLE SUR LE BUREAU DE BIENFAISANCE ET LA
COMMISSION D'ASSISTANCE PUBLIQUE

A. BUREAU DE BIENFAISANCE

432 Compte annuel. 1879. 1 cahier

433 Convention entre le Bureau de bienfaisance, la commune et un
particulier pour le remboursement de frais d'hospitalisation. 30
novembre 1890. 1 pièce

B. COMMISSION D'ASSISTANCE PUBLIQUE

434 Dossier relatif au renouvellement des membres. 1925. 1 chemise

440 Relevé des comptes. 28 octobre 1925. 1 pièce

435 Lettre du bourgmestre à la Commission relative au legs de
Monsieur de Hemptinne. 12 août 1927. 1 pièce

436 Lettre du gouvernement provincial relative aux secours accordés à
Madame Remy. 4 octobre 1940. 1 pièce

437 Budget annuel. 1970. 1 cahier

438 Comptes annuels. 1976. 2 cahiers

439 Pièces justificatives aux comptes. 1976. 1 chemise

441

XVII. RELATIONS AVEC LA FABRIQUE D'ÉGLISE SAINT-NICOLAS
Compte annuel. 1864.

1 cahier